

Afrika



Bulletin édité par l'association **Africa**. Siège social : 3, Place Georges-Braque, 93120 La Courneuve

AFRICA a grandi

L'association a bientôt 27 ans.

Elle fait partie du paysage de La Courneuve et de la Seine Saint Denis.

Un contexte économique difficile, un climat politique inquiétant et une désespérance sociale grandissante mettent à mal de nombreuses associations. Mais plus que jamais, AFRICA réaffirme ses principes de citoyenneté, d'égalité des droits pour tous et toutes : français, immigrés, femmes et hommes. La naissance d'AFRICA s'est faite dans un contexte raciste, marqué par l'avènement de l'extrême-droite. L'association est née à la Courneuve le 17 décembre 1987. Elle répondait à la volonté d'un groupe de jeunes, issus de l'immigration algérienne, de lutter contre le racisme. À cette époque, le contexte politique était lourd : explosion du Front National et très forte banalisation de la parole raciste. Des partis qui se réclamaient de la République n'hésitaient pas à sombrer dans la défense des valeurs françaises contre les immigrés jugés dangereux. C'était aussi un positionnement extrêmement frileux de l'ensemble de la gauche qui avait abandonné la défense des immigrés au profit du « produire français », ou encore de « la France ne peut accueillir toute la misère du monde ». Nous étions seuls et isolés. Même nos tentatives de rejoindre des organisations comme le MRAP avaient échoué. L'air était malsain pour nous immigrés et enfants d'immigrés qui, pourtant, avions marché dans toute la France en 1983. Nous avons pris alors la décision de nous organiser de manière autonome pour nous défendre : AFRICA a été créée.



La Courneuve : berceau d'AFRICA

Au début des années 80, la France était en état de grâce, la gauche étant arrivée au pouvoir le 10 mai 1981.

Cette grâce n'était pas vraiment pour nous immigrés et enfants issus de l'immigration.

Les crimes racistes et sécuritaires étaient en effet le lot quasi quotidien de ces populations.

Nous étions quelques-uns, et surtout quelques-unes, dans ce département du 93,

à tenter de nous battre contre ces crimes.

À la Courneuve, dans la cité des 4000, certaines d'entre nous travaillaient à l'association Lieu de Rencontre pour les Femmes, et quelques amis étudiants faisaient du soutien scolaire. Des familles de la cité de transit (cité verte) sont venues nous voir car la cité devait être démolie ; elles étaient inquiètes pour leur relogement. Rappelons que la gauche nouvellement arrivée au pouvoir s'était engagée à en finir avec ce logement indigne qui avait succédé aux bidonvilles.

Nous avons pris contact avec un groupe de jeunes de Nanterre résidant à la cité de transit Gutenberg qui venait de créer leur association « Sos Gutenberg ». Tout de suite la lutte s'est organisée et nous avons été reçus par le cabinet de la ministre de l'époque, Madame Georgina Dufoix, et par le secrétaire d'état à l'immigration. Nous voulions des garanties pour le relogement des familles. Des jeunes de la cité nous avaient rejoints dans ce combat comme Hassina, Samir, Abdel. Tout le monde a été relogé grâce, il faut le reconnaître, à l'OPHM de La Courneuve. Cette première expérience de lutte avec des locataires nous a forgés pour la suite. Cette suite hélas allait s'avérer meurtrière. Nous avons assisté à l'assassinat du petit Toufik en 1983, à celui d'Abdel en 1986, puis encore à celui d'Ali en 1987. Ces trois assassinats, que nous avons qualifiés de crimes racistes et sécuritaires, n'étaient pas isolés en France. Des dizaines de jeunes ont été assassinés dans les quartiers de Toulouse, Mantes la Jolie, Marseille. (voir l'excellent ouvrage d'un journaliste italien, Fausto Giudice, intitulé « Arabicides ».) À chaque mort, nous envahissaient les mêmes sentiments de colère, de révolte. Il y a eu beaucoup de tentatives d'organisation au sein de comités de justice. Puis est venue la décision qui nous a fait mal : s'auto-organiser en dehors des structures françaises et surtout en dehors du mouvement ouvrier, comme le PCF. Cette décision a été douloureuse car nous étions ceux et celles qu'on nommait « seconde génération ». Nous étions fortement liés à l'héritage politique de nos parents : anticolonialiste certes, mais fortement intégré aux combats de la CGT et du PCF. On se nommait nous-mêmes « les classistes », en référence à la lutte des classes et aussi contre l'émergence de tout ce mouvement associatif très lié au Parti socialiste, comme SOS Racisme. Notre premier président était d'ailleurs un ouvrier algérien, dirigeant de la CGT et communiste, Mohamed YOUNANA, aujourd'hui décédé. Cette volonté de ne pas nier nos origines sociales avec une forte appartenance à la classe ouvrière nous a conduits à la création d'AFRICA.

Nous avons cette autre volonté politique : celle de ne pas exister en nous opposant à nos parents. La mode « beur » sévissait à l'époque. Cette mode nous enjoignait d'apparaître comme des « civilisés », au contraire de nos parents ouvriers d'usine qui, eux, courbaient l'échine devant le patron. Nos parents, cette première génération d'immigrés, n'avaient ja-

mais cédé face à l'exploitation. Ils étaient parfaitement intégrés aux luttes sociales, comme en témoignent ces Algériens ouvriers fer de lance chez Renault. Ils se sont battus courageusement contre le colonialisme. Nous avons refusé de renier l'héritage de nos parents et notre slogan était « première, seconde génération, nous sommes tous des immigrés », couplé à notre fondement statutaire : « Pour une réelle citoyenneté quelle que soit la nationalité ».



Les premières revendications

Bien sûr, la lutte contre le racisme a été notre fondement statutaire. Ce combat, cependant, nous ne voulions pas le mener de manière spécifique. Nous avions conscience que la lutte contre le racisme était fortement liée à celle contre le chômage, pour le plein emploi, pour l'accès au logement, pour une école de qualité. Nous avons été de toutes ces luttes à La Courneuve. Cela nous a valu parfois les moqueries de certaines associations qui nous méprisaient et nous accusaient d'être manipulés par les communistes. On a tenu bon car nous constatons que nombre de « racistes », notamment les résidents des 4000, étaient des salariés, des chômeurs, qui se trompaient de colère en votant pour le FN. Nous étions évidemment lucides et savions qu'une partie de l'électorat du FN était vraiment raciste. Mais les Français avec qui nous vivions étaient surtout porteurs de préjugés racistes sans aucune construction idéologique.

Michèle en était un exemple. Jolie quadra, blonde, elle était venue à notre permanence. Elle nous a craché « sa haine » envers les Arabes qu'elle accusait d'avoir droit à toutes les aides sociales, d'être des voleurs, etc. L'intervenante de notre permanence a gardé son calme et lui a dit qu'elle était elle-

même arabe. Elle l'a regardée, et dit : « Oh vous, ce n'est pas pareil ! » On a discuté de ce « pas pareil ». Nous lui avons dit d'où nous venions : enfants d'immigrés oui, mais enfants d'ouvriers ; que nous vivions les mêmes problèmes qu'elle. La fois suivante, elle est venue avec un gâteau, nous a fait la bise, à nous les Arabes... mais pas encore aux autres femmes africaines. Le chemin de l'éveil de la conscience était encore long. Michèle nous a confié que depuis le départ de son mari, elle élevait seule ses quatre enfants. Les femmes présentes l'ont questionnée. Elle leur a montré des photos de ses enfants et l'on a vu qu'ils étaient plutôt basanés. Leur père était en effet algérien. La discussion a continué et Michèle a éclaté en sanglots. Elle a reconnu qu'elle avait tout mélangé : le mari arabe qui l'a abandonnée, le chômage... Bien sûr elle n'a pas changé tout de suite, mais ce qui est certain, c'est que le contact régulier avec d'autres femmes l'a bouleversée. En 1988, Michèle était présente avec nous aux Assises de Bobigny où l'on jugeait l'assassin d'Abdel Ben-yahia. Cet exemple est révélateur de la nature de notre combat antiraciste : pas de division entre les opprimés.

Les enfants de Lucy

Pourquoi avoir choisi le nom d'Africa ? C'est une belle histoire que ce nom. Nous les fondateurs étions la génération Mandela, à fond dans ce combat contre l'apartheid : manif, pétitions et organisation du boycott des produits sud-africains. L'Afrique, ça nous parlait aussi. Nos parents et grands-parents ne venaient-ils pas de ce continent, de cette Afrique, riche, pillée, ravagée par le colonialisme, qui avait connu l'esclavage et la déportation de sa population ?

On avait appris aussi quelques années auparavant la vie de notre ancêtre « Lucy », découverte par l'équipe de paléontologues d'Yves Coppens. Nous étions donc tous africains. C'était pour nous un formidable coup de pied aux racistes du FN. Ainsi, nous étions de La Courneuve, du 93, et Africains. Désormais, grâce à ces découvertes scientifiques, nous savions que nous n'étions pas les seuls Africains. Tous ceux avec qui nous vivions en France, même blonds aux yeux bleus, étaient africains comme nous. Ces premiers homo sapiens qui marchaient n'étaient pas forcément dans une logique de découverte, mais déplaçaient leurs campements au fur et à mesure de leurs besoins. La dispersion de l'humanité sur les autres continents ne s'est pas faite de manière prédéterminée. Des hominidés, par petits groupes, ont suivi des « voies », sans savoir où elles les menaient. L'immigration récente du 20^e siècle est la continuité des premières migrations humaines. Toute l'humanité est d'origine africaine et son histoire est faite de migrations. Cela nous donne bien la preuve que le racisme est la plus ancienne « connerie » humaine, inventée par des hommes pour diviser d'autres hommes.

Alors oui, AFRICA est porteuse de cette humanité.



Le combat féministe d'AFRICA

Dans notre objet statutaire, il y avait déjà la question de l'égalité femme-homme, mais il ne mentionnait pas le féminisme. Le groupe fondateur d'AFRICA était composé majoritairement de femmes. C'est après les émeutes d'octobre 1988 en Algérie qu'on a décidé d'introduire le féminisme dans nos statuts. En effet, le 5 octobre 1988, la jeunesse algérienne se révolte contre la « hogra » (le mépris) du pouvoir algérien. 500 jeunes seront massacrés par l'armée algérienne. Ce mouvement social a été récupéré très rapidement par le FIS (Front islamique du salut). Les attaques contre les femmes ont immédiatement commencé.

En tant qu'algériennes ou franco-algériennes, notre inquiétude était grande. On savait que nous immigrés algériens, nous n'avions pas de statut autonome. L'Algérie avait signé des accords avec la France pour légiférer contre nous. Nous nous battions fermement contre les expulsions des sans-papiers. Cette lutte était difficile quand il s'agissait d'Algériens, ces accords permettant par exemple l'expulsion des « oisifs » (sous-entendu ceux qui refusaient un emploi). Un Algérien ne pouvait quitter le territoire français plus de 6 mois, sinon il était considéré comme primo-arrivant. Cette mesure ne concernait que les Algériens. Je rappelle cela car nous avons un statut « bâtard » entre la France et l'Algérie. En cas d'arrivée au pouvoir des islamistes en Algérie, ce statut se serait aggravé pour nous, les femmes alors oui, nous étions des antiracistes féministes et fier(es) de l'être.

Les droits des femmes

Il est incontestable que ces droits ont progressé ces dernières décennies. Il suffit d'interroger une jeune fille aujourd'hui sur son avenir : pas une ne conçoit sa vie sans travailler.

Le droit de disposer de son corps avec la contraception, l'IVG,

sont également des droits réels pour l'avancée des femmes. Hélas ces droits ne sont pas irréversibles.

L'Espagne, qui faisait la fierté des féministes avec sa loi-cadre sur les violences, est en train de régresser d'une manière historique avec ses tentatives de supprimer l'IVG. Rien n'est définitivement acquis. Nous avons obtenu des avancées grâce à nos luttes mais en face, la réaction est encore féroce : le patriarcat est la plus vieille domination de l'humanité. Il nous faudra du temps pour nous en débarrasser et cela ne sera possible qu'avec les hommes à nos côtés.

Le féminisme est un formidable courant social qui prône l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous le clamons : le féminisme est le courant le plus radical du mouvement social. Il revendique l'égalité dans les droits sociaux, économiques et civils. Il touche aussi au privé avec, par exemple, la question de la parité dans les tâches domestiques. Beaucoup peuvent nous dire que c'est une question de choix, selon les individus. Pour nous, cela est essentiel à l'épanouissement des femmes et des hommes, qui, une fois ce travail exécuté, pourront ensemble se cultiver, apprendre, se former, travailler et participer ensemble au développement de l'humanité.

Le féminisme a été diabolisé par ceux qui s'accrochent à leurs privilèges masculins. Les militantes féministes ont été la cible d'insultes, de calomnies. Nous, nous le disons haut et fort : le féminisme est un courant pacifique. Il n'a pas de sang sur les mains, au contraire du machisme. Bien au contraire, aujourd'hui encore, ce sont plus de 38 % de femmes qui sont victimes de violences physiques et psychologiques, excisions, lapidations, viols, mariages forcés, etc.

Nous ne voulons aucune domination sur les hommes. Nous pensons que les hommes ne seront jamais totalement libres, si nous les femmes ne le sommes pas.

Les femmes immigrées et issues de l'immigration au cœur de ce combat féministe

Le patriarcat est aussi à l'œuvre dans nos quartiers d'habitat populaire. Bien sûr, certaines violences ont été plus médiatisées dans les banlieues. Cela arrange les médias de montrer une image de l'homme immigré plus violent que les autres hommes dans le reste de la société. Grace aux grandes enquêtes sur la violence sexiste, nous avons la preuve de ce que nous avons toujours dit, nous les féministes. La violence contre les femmes n'est ni l'apanage des pauvres de banlieue, ni le fait de minorités culturelles. La violence sexiste est universelle et est hélas présente dans tous les milieux sociaux, quelle que soit la culture ou la religion. Dans les banlieues, les garçons ne sont pas nés naturellement sexistes et les filles soumises. Ce qui se passe dans les banlieues est le reflet de ce qui passe dans toutes les sociétés.

C'est le résultat du patriarcat. En tant que féministes, nous n'oublions pas toutes ces femmes, souvent d'origine africaine, qui aujourd'hui subissent une exploitation féroce de la part de certains patrons, à notre sens les « négriers des temps modernes ». Elles quittent leur maison au premier transport vers 5 heures du matin pour aller nettoyer les bureaux parisiens, reviennent à l'heure où les autres commencent leur journée, puis repartent le soir pour rentrer en début de nuit. Aucune conciliation de la vie professionnelle et familiale n'est possible. Ces femmes vivent leur vie d'une manière émiettée et ne peuvent hélas compter sur les syndicats. Nous avons également dénoncé l'emprise du religieux et des conséquences directes sur les droits des femmes. Aujourd'hui, des lois originaires de certains pays réussissent à passer à travers les mailles du droit français par le biais des conventions bilatérales. Cela entraîne par exemple la reconnaissance de la polygamie grâce aux exéquatur.

Concernant l'emprise du religieux sur les droits des femmes, nous avons dénoncé les dangers de l'idéologie de l'islamisme politique. Si l'apparition de cette idéologie ne saurait ignorer les interférences dues aux changements économiques et politiques sur la scène internationale, force est de constater qu'elle s'attaque prioritairement aux femmes et, il faut le rappeler, aux femmes musulmanes.

En Afghanistan, en Algérie, au Nigéria, en Iran, ce sont des femmes musulmanes qui ont été assassinées, torturées, lapidées. Heureusement, nous ne vivons pas cette situation, nous femmes immigrées, ou issues de l'immigration. Cependant, il faut reconnaître que cette idéologie a contaminé la France. Elle n'a pas le visage de la barbarie qu'on lui connaît dans ces pays. Mais des milliers de femmes immigrées ou issues de l'immigration sont victimes d'une triple discrimination : sociale, raciale et celle due à cette idéologie patriarcale et obscurantiste. À travers notre combat féministe, nous avons fait le choix de construire un monde antisexiste, antiraciste et donc sans barrière entre les couleurs et les sexes. C'est pourquoi, nous avons choisi de revendiquer la laïcité la plus ambitieuse, de la conjuguer à l'antiracisme et au féminisme. Elle devra s'appliquer à toutes et à tous et servir d'antidote à tous les intégrismes.





Le combat pour la laïcité

La laïcité française est restée marquée dans ses limites chauvines. Elles sont liées à l'héritage du nationalisme jacobin, au passé colonialiste de la France (jamais assumé, la preuve en est la loi de février 2005 sur les bienfaits de la colonisation), ainsi qu'à une forte tendance assimilationniste et paternaliste. Cela n'a jamais permis à cette laïcité de s'étendre et d'être entendue par les peuples colonisés, ou encore aujourd'hui par l'immigration postcoloniale. Ce modèle d'assimilation à la Jules Ferry ne l'a été qu'à travers l'école. Les colonisés, et plus tard les enfants de l'immigration à travers une sélection sociale féroce dans l'école de la République, en ont été totalement exclus. À cela se sont ajoutés une non-reconnaissance des difficultés rencontrées aujourd'hui par l'immigration, la mise en place de discours et logiques sécuritaires, un racisme anti-arabe persistant et des discriminations généralisées pour les jeunes et les enfants de l'immigration.

Pour nous, la laïcité a été un combat. Et cela même si elle présentait constitutionnellement des failles évidentes. On le sait aujourd'hui, la séparation de l'Église et de l'État en 1905 a finalement favorisé l'Église catholique, qui s'est déchargée de la lourde gestion de ses lieux de culte. De plus, l'Alsace et la Moselle, qui ne sont pas concernées par la laïcité, permettent aux enseignants d'imposer la religion dans les écoles. Cela concerne aussi les TOM où se pratique encore la polygamie. Les écoles privées religieuses continuent de bénéficier d'un financement public qui n'a cessé d'augmenter de gouvernement en gouvernement. Les religions organisées sont devenues des interlocuteurs réguliers de l'État sur tous les sujets de société.

Contre tous les communautarismes

Malgré toutes ses limites historiques et ses failles qui se sont accentuées au cours du 20^e siècle, la laïcité aura permis de faire se rencontrer des hommes et des femmes de tous horizons. Cela ne nous rend pas aveugles sur les problèmes rencontrés par tous les immigrés venus travailler et vivre en France : racisme, chômage, discriminations généralisées dans tous les domaines de la vie. Même si pour beaucoup d'entre nous, il est très difficile d'admettre que la France de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ait pu se montrer à ce point discriminante. Les populations des quartiers populaires le savent : il ne suffit pas d'écrire « égalité » sur les bâtiments de la République pour que cette égalité soit vécue par tous, toutes et partout. La réalité est terrible pour cet idéal républicain. On pourrait penser que la France a toujours intégré ses différentes vagues d'immigration car la France se métisse de plus en plus, montrant ainsi un formidable potentiel d'acceptation et de fraternité. A titre d'exemple, la France, terre d'immigration depuis plus d'un siècle, connaît un fort taux de mariages mixtes, à plus de 25% franco-maghrébins, alors qu'aux USA, les mariages entre Blancs et Noirs sont à moins de 5%. Pourtant, des failles béantes fissurent la République qui se voulait universaliste : ghettoïsation sociale, discriminations racistes et sexistes, tendance au repli communautaire. Face à cette situation, les politiques qui se sont succédées ces quarante dernières années n'ont fait que du replâtrage social. Elles ont utilisé soit le bâton par un arsenal législatif très répressif, soit

la carotte par une attitude compassionnelle et d'assistanat. Les élites qui ont fait cette République n'ont jamais pris en compte l'intégration des étrangers, et la question des jeunes nés en France.

La République a failli en se montrant incapable d'accepter ces nouveaux Français comme de vrais citoyens, en accentuant une logique de ségrégation sociale très fortement marquée par une ethnicisation. Cela a abouti à l'exclusion du droit commun de cette partie de la population française, réduite à se voir proposer des aides dans le cadre des politiques de la ville, aggravant ainsi sa stigmatisation. Ainsi, malgré le rappel incessant des responsables politiques à l'attachement républicain, on entend de plus en plus dans le débat politique, la nécessité du respect des communautés. Cela peut sembler sympathique car ce respect des communautés peut s'apparenter à de l'antiracisme. Nous savons que derrière cette générosité se cache la plus souvent une vision de la société qui ne garantit en rien l'accès de toutes et tous à une pleine émancipation. L'exemple anglo-saxon est là pour nous le confirmer.



Le communautarisme s'est beaucoup traduit dans le passé par une approche folklorique et paternaliste (le couscous, le mafé, etc.). Aujourd'hui, il apparaît dans l'utilisation du mot « intégration » pour des jeunes nés en France, dans l'emploi du mot « communauté » au détriment du mot « citoyen ».

Il se manifeste aussi par une certaine tendance dans le milieu associatif à promouvoir et à financer des organisations fondées sur une appartenance communautaire, ethnique ou religieuse, au détriment des organisations classées généralistes. Les réponses faites à ces populations sont hélas des réponses d'adaptation, soit par opportunisme, soit par résignation. Nous pensons quant à nous que la seule réponse possible est l'égalité. Les populations concernées sont en attente de solutions égalitaires ; il appartient à la République, à l'État, d'y répondre. C'est à nous tous d'y veiller et d'expliquer que le communautarisme, même sous ses aspects sympathiques, est un modèle politique qui ne sert qu'à évacuer la question sociale. Dans le passé, pour gérer les ouvriers, on faisait souvent appel aux curés. Aujourd'hui, la même tentation existe en ayant recours aux imams pour gérer les cités.

Il en résulte des populations qui vivent, étudient, travaillent en parallèle sans jamais se rencontrer. La question sociale se retrouve évacuée, la règle individualiste favorisée, chacun chez soi et Dieu pour tous. C'est pourquoi l'exigence de la laïcité reste la seule possibilité pour faire vivre une vraie citoyenneté.

L'instrumentalisation de la laïcité par les extrémistes

L'instrumentalisation de certaines idées progressistes par les extrémistes n'est pas nouvelle. Ainsi depuis plusieurs années, le « non » au traité constitutionnel européen, la question de l'abolition ou non de la prostitution, l'interdiction de la GPA (gestation pour autrui) réunissent sur de nombreux points tous les bords politiques. Ce brouillage idéologique doit nous obliger à des clarifications plus précises. L'opposition de gauche à l'Europe n'a rien à voir avec celle de la droite. La première refuse l'Europe capitaliste, demande une Europe sociale plus juste, une harmonisation des droits sociaux vers le haut. La droite et ses extrêmes veulent une France nationaliste dans une Europe des nations. Le refus de la GPA pour les féministes est guidé par le fait que les ventres des femmes, en l'occurrence des femmes pauvres, n'est pas à vendre. Pour les protagonistes de la Manif pour tous, il s'agit de la défense de la famille traditionnelle. En ce qui concerne la prostitution, les féministes considèrent qu'il s'agit de combattre un système esclavagiste. La droite entend défendre « les bonnes mœurs ».

Pour l'extrême-droite et une partie de « républicains », l'identité nationale doit être blanche et catholique, brouillant les repères et aboutissant à faire de la laïcité l'ennemie des religions et en particulier de l'Islam. L'assimilation des prières de rue à l'occupation nazie, initiée par Marine Le Pen, a marqué l'instrumentalisation de la laïcité et des délires autour du « hallal ». La dirigeante du Front National a réussi à faire passer le message que la laïcité, sa laïcité, serait un rempart contre le musulman envahissant la France. Madame Le Pen n'est pas la seule à occuper ce terrain. La polémique lancée par l'ex-président de l'UMP, Jean-François Copé, sur des vols de pains au chocolat, montre que la barrière étanche entre droite « républicaine » et extrême droite n'existe plus ; la jonction UMP/FN est faite. Le Mariage pour tous et toutes a été au cœur de l'actualité. De nombreuses manifestations se sont organisées un peu partout. Elles illustrent parfaitement la volonté des religions de revenir dans le débat politique et d'interférer avec celui-ci. On a ainsi pu entendre des hauts dignitaires catholiques contester le droit du Parlement à légiférer sur certains sujets. Comme s'il existait encore un droit divin supérieur aux lois de la République. Certains politiques ne parlent de laïcité que lorsqu'ils rencontrent un musulman. Bizarrement, les intégristes catholiques ne leur posent pas de problème ; ils manifestent à leurs côtés contre les droits des homosexuels. Il s'agit là d'une instrumentalisation de la laïcité au profit d'idées rétrogrades qui ne font pas partie du corpus républicain. Cette manipulation conduit parfois certains responsables de gauche à remettre en cause la laïcité en réaction à cette confusion. Elle conduit à renforcer le communautarisme au lieu de le combattre. Les attaques de la droite et de l'extrême-droite contre les musulmans en particulier, et les étrangers en général, au nom de la laïcité, les découragent d'essayer de s'intégrer. Un repli communautaire et une défiance face à la République s'installent alors. Sous couvert de pseudo-laïcité, le discours anti-arabe des années 80 s'est transformé en un discours antimusulman. Le vocabulaire change, le racisme reste.



Nos premières actions

Dès 1988, nous avons demandé un local à la Mairie de La Courneuve. Sans réponse positive, nous avons été hébergés à la Bourse des associations, Place Georges Braque. On a tout de suite mis en place des actions de soutien scolaire, d'alphabétisation et une permanence juridique. Au départ, nous ne recevions aucun centime de subvention ni de la Mairie ni de l'État. Toutes nos actions étaient animées par des bénévoles et des militants. Il faut dire que l'époque était plus propice à la culture de lutte et au militantisme. Ainsi nous avons bénéficié pour le soutien scolaire de l'aide de nombreux enseignants des collèges J. Vilar et Poincaré à La Courneuve, des lycées Suger à Saint Denis et Utrillo à Stains. Nous avons reçu le soutien extraordinaire de trois enseignants du lycée Henri IV pendant de nombreuses années. Cela a permis à l'association d'accueillir 600 jeunes du CP à la terminale pendant toute cette période de presque 20 ans. Nous ressentons une énorme fierté pour ces jeunes devenus enseignants, psychologues, avocats, prouvant ainsi que les quartiers populaires pouvaient produire leur élite. Le premier financement est arrivé en 1992. Il émanait du FAS (Fonds d'action sociale), d'un montant de 5000 F (750 euros). Cette première subvention (minime) était une énorme victoire pour nous. Elle marquait le début de notre reconnaissance. Ce fut notre seul financement jusqu'en 1996. Son renouvellement s'est révélé difficile. Cela pouvait se comprendre car nous n'avions pas de locaux. Nous avons été expulsés de la Bourse des Associations au motif de « travaux ». Nous nous sommes battus avec le soutien immense des habitants, et surtout, des parents qui ne voulaient pas que le soutien scolaire cesse. Le combat a été dur car nous étions en conflit avec la Mairie. Il nous était reproché d'avoir soutenu les jeunes qui avaient commis les attentats de Marrakech, en 1994, ce qui était totalement faux. Ces jeunes Courneuvien avaient été sous l'emprise des islamistes, c'était incontestable.

Mais pour nous, ils étaient aussi les victimes de ces réseaux. Nous avons repris la formule des médecins mis en accusation dans l'affaire du sang contaminé : « responsables, mais pas coupables ». Finalement la lutte a été payante et nous avons intégré les locaux de la Place Georges Braque en 1995. Nous avons tenu cinq ans sans aucun financement et huit ans sans locaux.

Une reconnaissance institutionnelle tardive

Le fait d'avoir des locaux a permis, deux ans plus tard, d'avoir recours à des salariés. Il s'agissait d'emplois aidés à mi-temps. Nous avons développé avec force le secteur de l'accompagnement social, du soutien scolaire, de l'alphabétisation. Nous étions devenus « le service social » où l'on pouvait venir sans RDV. Nous étions conscients, et le sommes toujours, que nous n'étions qu'un palliatif aux carences du désengagement de l'État. C'est pourquoi, parallèlement à ces actions solidaires, nous continuions de mener des actions citoyennes. Nous soutenions les grèves des enseignants pour une école de qualité, les travailleurs sociaux, les salariés licenciés. Pour pouvoir répondre à la demande croissante de la population, nous avons décidé de mener une bataille politique pour l'octroi de subventions. En 1999, nous avons réussi à obtenir un financement des FSE (Fonds structurels européens) pour la lutte contre les discriminations. Grâce à cela, nous avons mis en place le « Café culturel ». Nous avons accueilli des personnalités mondiales à AFRICA et cela reste notre grande fierté : Abraham Serfaty, marocain, le plus vieux militant politique en prison après Mandela, Leila Chahid en 1997, alors ambassadrice de la Palestine en France. Nous avons également reçu l'icône de la lutte antiraciste et féministe Angela Davis, qui nous a accom-

pagnés au Parlement européen à Strasbourg en 1999 pour y proposer une motion demandant l'abolition de la peine de mort dans le monde, ainsi que la libération de Mumia Abu Jamal, ex-Black-Panther, et de Léonard Peltier, indien, condamnés à mort aux USA. Ce fut à partir de ces actions que notre association a commencé à être prise au sérieux, surtout par les politiques. Nous avons acquis une certaine expertise de la question de l'immigration et des femmes. Nous étions invités partout en France pour des colloques, témoignages, échanges d'expériences. Cela a renforcé incontestablement notre association.

Les actions qui ont marqué AFRICA

Il y en a eu de plus ou moins importantes, mais toutes ont participé au développement de l'association. L'action dont nous sommes le plus fiers concerne la commémoration du 17 octobre 1961. Cette date du 17 octobre est marquée au sang dans l'histoire de la République française. En effet, alors que des Algériens sortaient en masse de leurs quartiers pour protester contre le couvre-feu de Papon, la police française a tiré. On peut se référer au livret édité par le Collectif du 17 octobre et la ville de La Courneuve. En tant qu'héritiers de cette histoire et depuis la création d'AFRICA, chaque année, nous commémorons cette journée. Nous n'avons pas oublié notre isolement et le peu de personnes mobilisées dans nos rassemblements. Cela était dû à la peur pour beaucoup d'âînés de réveiller une période de guerre. Mais surtout il s'agissait d'une volonté politique de taire des crimes d'État commis par la France contre des civils. Notre position a toujours été de dénoncer ces crimes comme crimes contre l'humanité. Nous avons souffert de ces silences et nous nous sommes sentis très souvent isolés. Beaucoup d'associations nous raillaient, nous accusant d'être des nationalistes ou des communautaristes à la solde des autorités algériennes. Certes, les militants algériens de l'AAE (Amicale des Algériens en Europe), émanation du FLN algérien, commémoraient cette journée. Ces commémorations, trop marquées du sceau du nationalisme, étaient trop partielles, avec un hommage aux victimes trop insuffisant pour nous. La meilleure manière de leur rendre hommage était de transmettre leur histoire, en continuant à lutter contre le racisme. Grâce au travail remarquable de certains historiens (Jean Luc Einaudi, Benjamin Stora), la vérité qui se murmurait a commencé à se dire haut et fort. En 1996, grâce à Jacques Ralite, Maire d'Aubervilliers, nous avons pu organiser un grand rassemblement au Canal du Landy et de nombreuses personnalités nous ont rejoints : Muquette Jacquaint, députée, James Marson, Maire de La Courneuve entre autres, ainsi que de nombreux artistes parmi lesquels Sapho, Mounsi. La presse a bien rendu compte de l'événement et FR3 a consacré le premier reportage de 15 minutes sur le sujet. Nous n'étions plus isolés et savions que nous venions de gagner une première bataille. Par la suite, toutes nos commémorations se sont déroulées dans la rue à La Courneuve et le nouveau maire Gilles Poux assistait chaque année à cet anniversaire. Le maire avait remarqué que nous avions baptisé la grande salle d'activités de l'association ■■■





■ ■ ■ « Fatima Bedard et Daniel Féry » (jeune français assassiné à Charonne). Il ne connaissait pas Fatima et apprenant qu'elle était l'une des plus jeunes victimes de ce massacre, retrouvée pendue à Saint-Denis, il a évoqué l'idée de donner à une rue un nom en référence à cet événement. Le reste est connu : après deux ans de démarches administratives, la rue du 17 octobre 1961 était inaugurée à La Courneuve. Nous en étions d'autant plus heureux que La Courneuve a été la première ville de France à l'avoir fait (Paris avait mis une plaque commémorative). Depuis, de nombreuses villes ont suivi : Nanterre, Bobigny etc. Nous sommes fiers que cette journée du 17 octobre 1961 soit sortie de l'anonymat, avec un timide début de reconnaissance officielle puisque le Président de la République François Hollande a reconnu « la tragédie de la République ». Le combat continue pour que l'ouverture des archives soit effective. Nous souhaitons que ce massacre soit reconnu comme crime contre l'humanité, qu'il soit enseigné comme tel lorsqu'on évoque l'histoire de France. Nous ne voulons pas que cette journée soit propice au nationalisme quel qu'il soit. L'hommage aux victimes est nécessaire pour que personne n'oublie cette tragédie.

La solidarité avec le peuple palestinien

L'une de nos grandes actions concerne le soutien à la Palestine. Nos prises de positions ont été très souvent incomprises, parfois dénaturées et combattues par nos adversaires.

Ce sujet nous a toujours tenu à cœur, à nous qui étions sensibilisés par notre entourage et en tant qu'enfants d'ex-colo-

nisés. Dès la première année d'Africa, un tract portant le titre « Palestine au cœur et à cœur » exprimait nos positions. Nous voulions juste que les résolutions de l'ONU soient appliquées, et jamais nous ne parlions à la place des intéressés. Très rapidement, la question de la Palestine s'est retrouvée liée au terrorisme. Mais l'une des vraies racines du conflit israélo-palestinien a été très vite évacuée, à savoir la colonisation de terres où vivaient côte à côte Juifs, Musulmans et Chrétiens. La dernière guerre contre Gaza, pendant l'été 2014, nous démontre malheureusement que si certains aspects ont évolué dans le soutien au peuple palestinien, la confusion entre la victime et l'agresseur subsiste. En plus de ce que subissent les Palestiniens depuis plus d'un siècle, leur statut de victime n'est même pas reconnu. Au mieux, ils sont considérés par certains comme des victimes sans statut définitif.

Pendant ce temps, Israël a un statut qui le place au-dessus du droit, des lois, de la morale politique. Cette morale admise par nombre de pays ne s'applique pas, voire ne concerne jamais Israël. Il est le seul pays au monde dont on trouve normal qu'il soit au-dessus du droit international. Cela rend la cause palestinienne beaucoup plus difficile à expliquer, mais aussi à soutenir, dans l'opinion. Pour nous, la cause palestinienne n'est nullement une cause religieuse mais relève d'un problème de colonisation. Nous portons aussi cette mémoire de la colonisation. C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans le soutien au peuple palestinien. Cela nous a valu mépris, insultes, accusations d'antisémitisme. Ces dernières ont été relayées par certaines autorités françaises et nous ont coûté la suppression des subventions de l'État en 2004 (environ 40 000 euros).

De cette situation, une formidable solidarité de la population courneuvienne a surgi: une pétition rassemblant 1800 signatures a vu le jour pour qu'AFRICA continue d'exister et de penser. Des personnalités comme Gisèle Halimi, Régis Debray, des élus, des associations, des militant(e)s ont été à nos côtés. Gilles Poux, Maire de La Courneuve, a ainsi marqué sa solidarité avec AFRICA en votant cette année-là une subvention de 10 000 euros. Jean-Paul Huchon, président de la Région Ile-de-France, nous a alloué une subvention de 18 000 euros. Cette solidarité, ces subventions nous ont permis de continuer à exister et de nous battre pour la population.

A propos de l'antisémitisme

Ces accusations d'antisémitisme nous ont blessés. Et ce d'autant plus que nous avons toujours été conscients de cette forme de racisme très barbare. Notre combat pour que vivent deux États, palestinien et israélien, a toujours été une constante. Nous savions aussi que la cause palestinienne était utilisée, instrumentalisée par des fous. Nous avons marqué notre solidarité aux Juifs et Israéliens progressistes. Ainsi AFRICA a accueilli des Israéliens qui ont refusé de combattre au côtés des colons. Nous avons clamé haut et fort que les Arabes étaient des sémites et que l'on veuille ou non, Juifs et Arabes appartiennent au même environnement culturel. L'antisémitisme est une continuité de l'antijudaïsme : le racisme envers les Juifs. L'antijudaïsme, c'est-à-dire l'action anti-juive de la part de l'Église, depuis le moyen-âge jusqu'au XIX^e siècle, s'est répandu en Europe. Il a été secondé, renforcé





par l'antisémitisme en tant qu'idéologie. Cette idéologie antisémite, à travers les pogroms de la Russie tsariste au 19^e siècle, ou en Europe centrale et occidentale plus tard, avec l'affaire Dreyfus en France, le nazisme en Allemagne, a toujours été une idéologie organisée, conceptualisée, exécutée par des Occidentaux. Nous le répétons sans cesse : Hitler était allemand, pas arabe. Il s'appelait Adolphe, pas Mohamed. Les Juifs raflés dans les couloirs du métro parisien en 1942 l'ont été par des Français, des gendarmes de surcroît. Ces gendarmes s'appelaient Jean-Pierre, Paul, François et non pas Hassan, Mohamed ou Ali... Les directeurs d'écoles en France qui ont donné la liste des enfants juifs à la Gestapo en 1942, avant même que celle-ci la leur demande, étaient français et s'appelaient Jean-Pierre, Paul, François et non pas Mohamed ou Ali. Par conséquent, le massacre perpétré contre les Juifs en Europe était une horreur réfléchie, idéologisée et exécutée par des Européens contre des Européens. Les Arabes de France n'ont jamais exécuté de Juifs, ni de Chrétiens. Ils n'ont jamais conceptualisé la moindre idéologie contre les Juifs ou contre les autres minorités religieuses. Il faut aussi que tout cela soit clair. Cette responsabilité historique de l'horreur subie par les Juifs ne peut être qu'une responsabilité européenne, occidentale. Elle n'est pas arabe et encore moins palestinienne.

La solidarité internationale

Pour nous, la solidarité n'est pas un vain mot. Nos premières actions ont été marquées par un soutien actif pour la destruction de l'apartheid en Afrique du Sud. Combien de rassemblements devant l'ambassade à Paris, de manifestations et l'organisation d'un boycott des produits en provenance du pays de l'apartheid ! Que de rage et de colère devant l'assassinat de Dulcie September en 1988, représentante de l'ANC à Paris ! Quelle joie de voir Nelson Mandela devenir le premier président noir d'Afrique du Sud ! D'autres luttes solidaires ont eu lieu, comme avec le peuple algérien durant la décennie noire du terrorisme.

Nous avons toujours été solidaires des peuples en lutte, ceux des pays arabes qui combattent les dictatures, ceux qui partout se battent contre la misère, l'analphabétisme, pour le droit au droit tout simplement. Notre solidarité est dirigée vers toutes les victimes du racisme, notamment les Afro-américains, parmi lesquels Mumia Abu Jamal, journaliste, ex-Black-Panther, qui vient de fêter son sixième anniversaire dans le couloir de la mort aux USA. Dans ce soutien, nous n'avons pas oublié la lutte de l'Amérindien Léonard Pelletier, emprisonné aux USA depuis des années.

Avec de nombreux jeunes de La Courneuve, nous avons été de tous les rassemblements devant l'ambassade américaine

à Paris. En 1991, nous avons organisé une série d'initiatives autour de la thématique « 6 heures contre le racisme ». Allemands, Irlandais, Anglais y ont participé. Abraham Serfaty, militant marocain des droits de l'homme ayant passé vingt-trois ans dans les geôles marocaines, Anwar Abu Esché, ministre de la culture palestinien, et Ahmed Dari, représentant de la Palestine à l'Unesco, étaient à nos côtés.

Nous sommes allés au festival mondial de la jeunesse à Cuba en 1997, à Alger en 2002. Bien sûr, notre solidarité féministe avec les femmes victimes de toutes les barbaries dans le monde a été une constante. Nous en avons fait preuve avec les Québécoises qui luttent pour la laïcité, parmi lesquelles Djemila Benhabib et Ouma Arjomand, venues assister à plusieurs rencontres avec les femmes de La Courneuve. Karima Bennoune, algéro-américaine, universitaire à San Francisco, essayiste et autrice de nombreux ouvrages sur la condition des femmes arabo-musulmanes, est venue, elle aussi plusieurs fois, nous témoigner sa solidarité. Après des femmes du Maghreb, nous menons un combat contre les codes de la famille rétrogrades. En 2006, nous en avons fait la démonstration en accueillant les « Caravanières du Maghreb » en 2006. Nous avons accueilli dans nos locaux des grands noms de la lutte féministe, et antiraciste. Leila Chahid, ambassadrice de la Palestine nous a fait l'immense honneur de ■■■

■■■ venir à Africa en 1997 pour une conférence pleine d'espoir. Il y a eu aussi Gisèle Halimi, ancienne avocate du FLN algérien et militante féministe, qui a bataillé pour la criminalisation du viol, pour l'IVG. La première fois que cette dernière est venue en 2004, quelle émotion de voir beaucoup de jeunes femmes, mais aussi beaucoup d'Algériens anciens combattants pour l'indépendance de leur pays, venus prendre une photo avec celle qu'ils considéraient comme une héroïne ! Françoise Héritier, anthropologue, professeur au Collège de France, qui a complètement renouvelé la pensée féministe à travers ses nombreux écrits, a répondu à maintes reprises à notre invitation. Voilà le sens de notre solidarité internationale dans un monde où la pauvreté économique, mais aussi sociale et culturelle, s'accroît. Quand plus d'un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim, vivent dans des bidonvilles, alors que dans le même temps, les richesses ont été multipliées par 8 au cours des 40 dernières années, cette solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. Face à ce système, nous sommes proches des opprimés, des exploités. Aux tentations nationalistes et au poison raciste et xénophobe véhiculé par l'extrême droite européenne, nous opposons notre solidarité. Notre solidarité internationale est aussi féministe et s'adresse à toutes les femmes du monde qui luttent pour leurs droits.

L'université populaire

C'est une expérience dont nous sommes très fiers. En 1997, la journaliste grand reporter à Libération Florence Aubenas était venue faire un article sur les élections algériennes. Flo-

rence n'était pas comme les autres journalistes trop souvent en quête de sensationnel. Au fil de nos rencontres, on s'est découvert des points communs, notamment en ce qui concerne la transmission des savoirs, c'est-à-dire du capital culturel aux plus démunis. Ainsi est née l'idée d'une université populaire. Le savoir véhiculé par l'« Université Populaire » était précisément produit par les personnes qui y participaient. Notre société fonctionne sur le mode de la séparation. Elle produit des savoirs ne présentant aucun lien entre eux et n'ayant aucune prise sur la vie de gens. Elle élit un certain type de savoir : un « savoir officiel » ou « noble » (sanctionné par un diplôme), en écrasant et méprisant tous les autres types de savoirs décrétés « non nobles ». Or, chacun de nous est porteur de savoirs et savoir-faire multiples. Il fallait justement les mettre à jour dans cette « Université Populaire ». Autrement dit, il ne s'agissait pas d'ouvrir un cycle de formation organisé par certaines personnes détentrices d'un savoir au bénéfice d'autres personnes supposées ignorantes. Il convenait d'accoucher les savoirs de tous. L'une des tâches de notre « Université Populaire » consistait aussi en la socialisation, l'appropriation des savoirs officiels pour et par les gens du peuple. Ces derniers sont non seulement privés de biens matériels et vivent dans la précarité, mais en plus se trouvent privés de ce que la société considère comme un luxe, comme un extra qui ne pourrait intéresser que ceux qui sont « de l'autre côté » socialement parlant, c'est à dire ceux qui n'ont pas de problèmes pour subvenir à leurs besoins. Pour nous, le savoir, la pensée, la culture, l'art ne sont pas un

« luxe » qui n'aurait sa place qu'une fois la survie assurée. Nous affirmons au contraire qu'il s'agit d'emblée de refuser que dans notre société, il y ait des gens dans la « survie » et d'autres qui « vivent pleinement ». La culture, l'art, la pensée sont aussi vitaux que l'alimentation, le logement ou les soins médicaux pour tout être humain. Le rôle de cette « Université Populaire » a consisté, tout en socialisant les savoirs existants, à les mettre en valeur en les collectant et en les ordonnant. Lutter contre l'ignorance est créateur de liens. L'expérience a duré trois ans. Nous avons mis en place des ateliers de pratique journalistique. De nombreux jeunes y ont participé en réalisant des interviews dans tous les quartiers de la ville, sur des sujets variés : la condition des femmes, l'insécurité, les nouvelles formes de résistance. Les participants ont au préalable réalisé des « enquêtes de récupération de savoirs ». Ils ont rassemblé, sur les différents thèmes abordés, les savoirs que les uns et les autres possédaient, et qu'ils ont pu partager avec des universitaires prestigieux comme Françoise Héritier, anthropologue, ou Miguel Benasayag, psychanalyste. Nous avons édité des brochures regroupant toutes les thématiques abordées. Nous avons dernièrement poursuivi cette expérience sous une autre forme : la F A C (Formation ateliers citoyens). Nous avons continué le travail sur la citoyenneté, la transmission des luttes sociales, antiracistes et féministes, la laïcité. Et puis, nous nous félicitons que la municipalité de La Courneuve ait repris cette idée en créant l'Université populaire et citoyenne, tout comme la création de la Maison de la Citoyenneté reprenant l'idée de notre café culturel.





Les actions au quotidien

Ces dix dernières années, nous avons réorganisé nos actions afin qu'elles correspondent aux nouveaux besoins de la population. Ainsi les cours d'alphabétisation ont été transformés en ASL (ateliers sociolinguistiques). Cette démarche est très intéressante car elle permet aux apprenant(e)s d'intégrer une visée sociale dans l'apprentissage de la langue française. Nous avons deux groupes qui fonctionnent actuellement : l'un pour tous publics et un autre mis en place à la demande des résidents du Foyer ADOMA. Cela reste insuffisant pour deux raisons. Nous avons une liste d'attente de 110 personnes. Celle de La Courneuve est également très importante (plusieurs centaines de demandes alors que l'offre associative concerne environ 250 personnes). La seconde raison est que la démarche de l'ASL ne concerne pas les compétences linguistiques. Or, les personnes concernées en sont prioritairement demandeuses. L'idéal serait que les apprenant(e)s puissent bénéficier des deux options. L'autre grande action concerne l'accès aux droits et l'accompagnement social. Cette action est incontestablement celle qui rassemble le plus de gens. Deux salariés y travaillent à temps plein, aidés par des bénévoles en intervention sociale et juridique. Elle est la caisse de résonance de toutes les souffrances et de l'insécurité sociale vécues par les gens, et particulièrement à La Courneuve. Chaque année, ce sont plus de 1100 personnes qui viennent pour des conseils, une aide pour remplir des imprimés, faire des recours, solliciter un accompagnement sur le long terme. Concernant le racisme à l'état brut avec agressions physiques, il a beaucoup reculé grâce à l'action des as-

sociations et des victimes. Mais les préjugés racistes demeurent. De fait, nous constatons dans nos actions, à l'écoute des personnes accueillies, que le racisme se traduit par des préjugés épidermiques entraînant un vocabulaire raciste : « dans le hall ça pue les Noirs » ou « les Indiens », allusion à la cuisine et à ses odeurs. Dans les quartiers où nous avons mené des actions, surtout à La Courneuve et à Saint-Ouen, ces préjugés sont en constante augmentation. S'il existe des comportements positifs, notamment chez les jeunes à travers la culture urbaine, il n'en reste pas moins que des situations très graves ont été observées chez de très jeunes enfants. Ainsi lors de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le racisme, l'animatrice a proposé dans les ateliers un sujet sur ce thème à l'aide de dessins. Des enfants, d'origine indienne et maghrébine, ont dit : « Un noir c'est un animal sans poil » ou encore « les Noirs sont sales et traînent dehors la nuit ». Le travail avec les enfants a davantage porté sur la différence de couleur de peau, sur les cheveux. Une visite au Muséum d'Histoire Naturelle ou encore à la Cité des Sciences à la Villette a permis d'enclencher des discussions sur l'origine de l'Homme, son évolution à travers les continents, et d'approcher de manière non traumatisante la monstruosité et la finalité du racisme. Il ne s'agit pas de culpabiliser mais d'affronter les problèmes, en provoquant même un petit conflit qui amènera un début de prise de conscience. Il faut expliquer que le copain ou la copine avec qui on va à l'école, mange à la cantine, ou avec qui on fait la fête dans les locaux de l'association, leur ressemble malgré la différence physique.

Le café des parents

L'initiative de ce café s'intègre à une autre action autour de l'action éducative pour la réussite scolaire. Jusqu'en 2005, cette action a été une action phare de l'association avec l'accompagnement scolaire, qui comportait une aide à la scolarité et des activités culturelles pour les enfants. L'aspect de la parentalité était abordé à travers des réunions avec les parents. Un accompagnement au sein de l'école pouvait être envisagé en cas de problème. Nous avons beaucoup de contacts avec les enseignants. De son côté, l'académie insistait sur le travail à faire autour de l'environnement culturel des enfants. Alors que nous étions à quelques minutes de Paris, beaucoup d'enfants n'y avaient jamais mis les pieds. On constatait les lacunes en lecture et vocabulaire. Les ateliers du Mercredi étaient donc destinés aux enfants. Ils portaient beaucoup sur l'environnement social, culturel des enfants. Des ateliers lecture autour du conte, des ateliers arts plastiques ont été mis en place. Un événement allait renforcer notre idée. En effet, la fin de l'année 2005 a vu naître des émeutes sans précédent dans les banlieues. Pour nous, ces émeutes étaient l'expression d'une révolte sociale, menées par des jeunes sans cadre organisationnel. Ce ne fut pas l'avis d'une bonne partie des médias qui s'en sont donné à cœur joie, insultant les familles, accusant les parents. L'expression « démission des parents » était déjà très utilisée. Mais à partir de ces émeutes, les accusations portaient sur l'abandon de ces enfants « errants », livrés à eux-mêmes. Nous avons décidé de créer des groupes de parole permettant de libérer l'expression des parents, sans la médicaliser ou la « psycho-

logiser ». Cette action, nous l'avons réalisée en créant un temps de loisirs parents/enfants. C'est pourquoi le mercredi, les actions culturelles et de loisirs ont été menées avec les parents. L'action éducative pour la réussite scolaire en direction de 50 parents et enfants s'est déclinée en quatre axes : médiation, sensibilisation des parents à l'école, soutien à la parentalité et animation d'ateliers d'écriture. Dans ce groupe, il y avait une participation exclusive de femmes, notamment celles qui travaillent tôt le matin et arrivaient de leur travail vers 9 heures. Nous avons tenté d'élargir le public en ciblant les pères et les femmes sortant peu. Ainsi, un mardi matin sur deux, nous avons organisé un café des parents après l'école. Nous avons mis en place un temps « parents / enfants » par le biais d'un goûter, puis un temps de discussion avec les parents. Un groupe de parents s'occupait à tour de rôle des enfants dans une autre pièce en leur proposant des activités. Nous n'avons, hélas, pas réussi à fidéliser les papas mais nous continuons l'expérience. Les discussions ont été variées, comme la place de l'enfant au sein de la famille, les loisirs, la télé, les jeux vidéo, l'errance, le « zonage » dans les halls, la violence intra-familiale, extra-scolaire, la place des petites filles, la maltraitance.

Le café culturel

Cette action est une activité centrale de l'association. Elle s'articule autour de la lutte contre les discriminations et de la promotion de la diversité culturelle. Cette action a pour objectif

de faire reculer les préjugés et le communautarisme. Elle vise à favoriser la participation des habitants à des rencontres « Cultures du Monde », ainsi qu'à sensibiliser à la vie citoyenne. L'action « Diversité culturelle et lutte contre les discriminations » s'est démultipliée dans deux domaines. Le premier est l'assistance aux victimes de ces discriminations. Cela concerne majoritairement l'accès au logement. La demande de logement est importante à La Courneuve. Il nous est difficile de mesurer la discrimination. Mais les personnes qui viennent nous voir parlent ouvertement de discriminations le plus souvent liées à leur origine ethnique. Par exemple, les gens d'origine maghrébine diront que la mairie en fait plus pour les Comoriens et vice-versa. Il est quasiment impossible de prouver le fait raciste ou discriminatoire chez les bailleurs sociaux. Nous ignorons ce qui se passe dans les commissions d'attribution de logement. De plus, nous avons tendance à penser que même si les bailleurs sociaux pratiquent le regroupement de certaines populations, c'est souvent pour les diriger vers des logements moins chers. Nous recevons sans exception les personnes qui se disent discriminées. Nous essayons de remonter à la source du problème. Si la preuve n'est pas faite, nous proposons des solutions comme la demande du DALO (Droit au Logement Opposable). Concernant cette procédure, il y a beaucoup de refus. Cela augmente le sentiment de discrimination. Même en cas d'acceptation, les décisions d'attribution ne viennent que très exceptionnellement. Le second domaine de cette action concerne la diversité culturelle.

La sensibilisation à l'anti-sexisme

Ce travail n'est pas fait de manière détachée dans nos permanences. Il se retrouve plutôt dans toutes les activités de l'association. D'une part, nous voulons sensibiliser un maximum de personnes, et d'autre part, nous pensons qu'il faut aussi s'adresser aux hommes et aux garçons pour faire évoluer les mentalités. Ce travail s'est fait de manière collective dans les cours d'alphabétisation accueillant aussi des hommes. Des modules sur les droits des femmes sont proposés à l'étude, mais aussi aux plus jeunes dans le cadre des activités sportives ou culturelles. Nous proposons des modules de formation destinés aux travailleurs sociaux et personnels des collectivités territoriales sur la question de la République et de la laïcité, où sont déclinées les thématiques de l'immigration et de la question des femmes. Les écoles du travail social comme l'école des éducateurs d'Aubervilliers, l'Institut du travail social Parmentier à Paris ou la fondation Sciences Po nous sollicitent régulièrement, ainsi que de nombreuses associations, pour former leurs étudiants sur cette question de la laïcité, du repli identitaire. De nombreuses expositions ont été visibles tout au long de l'année sur le thème de l'antiracisme. Nous travaillons en étroite collaboration avec la nouvelle Maison de la Citoyenneté. Que ce soit sous forme de formations ou de sensibilisations, il semble qu'une porte se soit ouverte pour un nouveau public, plus jeune, fréquentant plus facilement la Maison de la Citoyenneté. De nombreuses expositions ont été visibles tout au long de l'année sur le thème de l'antiracisme.





Rappel de notre fondement statutaire

NOS VALEURS

L'association AFRICA promeut les valeurs défendues dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Les Droits de l'Homme sont des droits fondamentaux, universels, indissociables et non négociables.

Le respect de la liberté

Chacun d'entre nous est libre de ce qu'il choisit d'être, de sa pensée, de ses dires et de ses actes, dans le respect de tous les Droits Humains.

La défense de l'égalité

Chacun d'entre nous doit avoir les mêmes droits, possibilités ou opportunités. Personne n'a plus ou moins de valeur qu'un autre, quel qu'il soit, quoi qu'il fasse.

La culture de la non-violence

Le conflit est partie prenante de la construction personnelle et sociale. Sa gestion comme sa résolution se font dans le respect des droits des êtres humains, par des processus pacifiques.

La promotion de la diversité

Les différences sont valorisées comme source de richesse, moteur d'évolution et d'épanouissement personnel et social. La rencontre de l'autre est une chance. La promotion des idées républicaines, la laïcité, l'antiracisme et le féminisme sont des valeurs essentielles.

NOTRE PÉDAGOGIE

AFRICA se situe dans une démarche pédagogique qui se veut :

Libre

Chacun participe s'il le souhaite et à la mesure de ce qu'il souhaite. Toutes nos actions se font dans le cadre d'une démarche volontaire.

Participative

C'est le participant lui-même qui s'exprime, qui agit et qui réagit. Il est le premier acteur de son cheminement. C'est à partir de lui et de son histoire que l'action se construit.

Expérientielle

Nous proposons un apprentissage par l'expérience qui amène à des prises de conscience. La réalité d'un savoir se traduit en actes et en attitudes.

Coopérative

Nos actions excluent volontairement toute situation de compétition et se posent au contraire dans un cadre de solidarité. L'entraide est valorisée, le besoin de l'autre est reconnu, le groupe est vu comme une force.

NOTRE ACTION

Appartenir à un processus

AFRICA pose l'éducation aux droits humains comme un processus qui s'intègre dans la réalité complexe de l'histoire et l'identité de chacun. Le rythme d'évolution de chaque participant est respecté. Ce n'est pas un résultat qui est visé mais l'enclenchement d'un état d'esprit.

S'inscrire dans une réalité locale

AFRICA travaille en partenariat étroit avec les structures locales fréquentées par un même public. Pour chaque action, AFRICA s'intègre dans les projets existants et vise une collaboration avec le public comme avec les professionnels.

S'adresser à tous

Les actions d'AFRICA sont proposées à tout individu sans exception. C'est à l'association de faire preuve d'adaptation et d'innovation pour être au plus près des besoins exprimés.

DROIT DES FEMMES

- 1 - Appel à la manifestation du 25 novembre 2004, Journée internationale contre les violences faites aux femmes, avec Maya Surduts et Suzy Rojzman du Comité National des Droits des Femmes
- 2 - Inauguration de la Passerelle Marie-Claire - 2004
- 3 - Formation « transmission du féminisme » avec Maya Surduts 2005
- 4 - Rencontre avec Homa Arjomand, militante pour les droits des femmes irano-canadienne, qui a mené le combat contre la mise en place de tribunaux religieux en Ontario (Canada) - 2005
- 5 - Hommage à Rahma, assassinée par son mari en 2005 à Rosny-sous-Bois

PALESTINE

- 1 - Conférence-débat en présence de Dominique Vidal, Leila Shaid et Abraham Serfaty - 1997
- 2 - Affiche du débat sur la Palestine à la Fête de l'Humainité - 2001
- 3 - Manifestation nationale de soutien à la Palestine à Marseille - 2002
- 4 - Rassemblement de soutien au Peuple palestinien - 2004
- 5 - Rassemblement de soutien au Peuple palestinien avec Nabil el Aggar - 2004

MUMIA ABU-JAMAL

- 1 - Ramona AFRICA en conférence-débat à AFRICA - 1995
- 2 - Angela DAVIS accompagne AFRICA à Strasbourg 1998
- 3 - Julia Wright lors d'une conférence-débat sur Mumia Abu-Jamal à AFRICA 1999
- 4 - Manifestation pour Mumia Abu-Jamal - 2001

SORTIES - VACANCES

- 1 - Séjour banlieue verte - 1991
- 2 - Sortie Eurodisney 1993
- 3 - Séjour filles au Touquet - 1998
- 4 - Séjour au Touquet - 2003

SOUTIEN SCOLAIRE

- 1 - Cours de danse 1993
- 2 - Troupe de danse 1994
- 3 - Fête pour le soutien scolaire - 1996
- 4 - Activité enfants - 2001
- 5 - Soutien scolaire - 2002
- 6 - Tournoi de foot - 2004

COURS DE FRANÇAIS

- 1 - Cours de français 1997
- 2 - Fête des femmes 2002

ÉVÉNEMENTS - CONCERTS

- 1 - Tournoi de football - terrain Présov 1988
- 2 - Rencontre entre des militants français et algériens - 1988
- 3 - 8 heures contre le racisme à La Courneuve - 1992
- 4 - 8 heures contre le racisme à Aubry - 1992
- 5 - Concert pour la Palestine à La Courneuve - 1994
- 6 - Lancement du livre de poésie « Respirer le monde » - 1997
- 7 - Tournoi de foot en solidarité avec les victimes du tremblement de terre de Boumerdès - 1997
- 8 - Repas de quartier Place Georges-Braque 2002
- 9 - Stand d'AFRICA à la Fête de l'Humanité - 2002
- 10 - Tournoi de foot en solidarité avec Mumia Abu Jamal - 2002

NON À L'OUBLI



Légende à venirLégende à venir-
Légende à venirLégende à venir-
Légende à venirLégende à
venirLégende à venir



Légende à venirLégende à venirLégende à venirLégende à
venirLégende à venirLégende à venirLégende à venir Lé-
gende à venirLégende à venirLégende à venirLégende à ve-
nirLégende à venirLégende à venirLégende à venir Légende à
venirLégende à venirLégende à venirLégende